



**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

**Marchés de Fournitures Courantes et de Services**

**Identification de l'acheteur :**

Pouvoir adjudicateur :

**Centre Hospitalier Universitaire de Reims - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex**

Direction acheteuse :

**Direction des Affaires Financières - Hôpital Maison Blanche – 45 Rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex**

**Intitulé du marché :**

**Prestation d'hébergement temporaire non médicalisé des patients du CHU de Reims programmée dans le cadre de leur parcours de soins**

**Procédure de passation :**

Procédure adaptée passée en application des articles L.2123-1 2° et R.2123-1 3° du Code de la commande publique

# SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ .....                                    | 4  |
| 1.1. - TYPE .....  | 4  |
| 1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE .....                                   | 4  |
| 1.3. - ALLOTISSEMENT .....   | 4  |
| ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....             | 4  |
| 2.1. - FORME .....   | 4  |
| 2.2. - DUREE DU MARCHÉ.....  | 5  |
| 2.3. - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....                       | 5  |
| ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....                   | 5  |
| ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....                             | 5  |
| 4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES .....                              | 5  |
| 4.1.1. - Parties signataires.....                                    | 5  |
| 4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....  | 6  |
| 4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution .....     | 6  |
| 4.2. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES .....                      | 6  |
| 4.3. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....            | 6  |
| ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION .....                             | 7  |
| 5.1. - MODALITES D'EXECUTION .....                                   | 7  |
| 5.2. - DELAIS ET PERIODES D'EXECUTION.....                           | 7  |
| 5.3. - TRANSFERT DE RISQUES .....                                    | 7  |
| 5.4. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....             | 7  |
| ARTICLE VI - OPERATIONS DE VERIFICATION .....                        | 7  |
| ARTICLE VII - ASSURANCE .....  | 8  |
| ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....              | 8  |
| 8.1. - CONTENU DES PRIX .....  | 8  |
| 8.2. - FORME DU PRIX .....   | 8  |
| 8.3. - VARIATION DES PRIX.....                                       | 8  |
| 8.3.1. - Choix du type de variation des prix.....                    | 8  |
| 8.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation ..... | 8  |
| 8.3.3. - Périodicité de révision des prix.....                       | 9  |
| 8.3.4. - Modalités de révision des prix.....                         | 9  |
| 8.4. - CLAUSE DE SAUVEGARDE .....                                    | 9  |
| 8.5. - CLAUSE DE REEXAMEN .....                                      | 9  |
| ARTICLE IX - REGLEMENT DES COMPTES .....                             | 9  |
| 9.1. - MODALITES DE FACTURATION .....                                | 9  |
| 9.2. - DELAI DE PAIEMENT.....  | 10 |
| 9.3. - INTERETS MORATOIRES .....                                     | 10 |
| ARTICLE X - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....                 | 10 |
| 10.1. - AVANCE .....   | 10 |
| 10.2. - RETENUE DE GARANTIE.....                                     | 11 |

|  |    |
|--|----|
| ARTICLE XI - PENALITES.....  | 11 |
| 11.1. - PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA FOURNITURE DES INFORMATIONS NECESSAIRES AU REMBOURSEMENT PAR L'ASSURANCE MALADIE, DES DEPENSES HOTELIERES ENGAGEES.....   | 11 |
| 11.2. - PENALITES EN CAS D'INEXECUTION OU DE MAUVAISE EXECUTION DES PRESTATIONS OU DE DEFAUT DE QUALITE DES PRESTATIONS EXECUTEES.....   | 11 |
| 11.3. - PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE RSE EN LIEN ET DANS LE CADRE DU MARCHÉ (NON-UTILISATION DE PRODUITS ECOLABELLISES ET/OU NON MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE D'INSERTION)..... | 11 |
| ARTICLE XII - RESILIATION DU MARCHÉ.....   | 11 |
| ARTICLE XIII - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE .....  | 12 |
| ARTICLE XIV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....   | 12 |

## ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

### 1.1. - Type

☐ Fournitures      ☒ Services      ☐ Travaux

### 1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet **l'exécution de la prestation d'hébergement temporaire non médicalisé des patients du Centre Hospitalier Universitaire de Reims programmée dans le cadre de leur parcours de soins.**

Les spécifications techniques sont précisées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (un par lot).

La prestation d'hébergement sera exécutée dans le lieu d'hébergement proposé par le candidat dans son offre, lequel sera situé à proximité du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en particulier des sites du Centre Hospitalier Universitaire identifiés pour chaque lot.

### 1.3. - Allotissement

Le marché est divisé en **2 lots** définis ci-dessous :

| LOT N° | INTITULÉ   |
|--------|--|
| 1      | Prestation d'hébergement temporaire non médicalisé des patients du site central et de l'hôpital Sébastopol du CHU de REIMS et de leur(s) accompagnant(s) |
| 2      | Prestation d'hébergement temporaire non médicalisé des patients de l'hôpital d'enfants AMH du CHU de REIMS et de leur(s) accompagnant(s)                 |

## ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

### 2.1. - Forme

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire ou multi-attributaires :  
L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande avec ou sans minimum et avec maximum :  
L'accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum, mais avec un maximum annuel exprimé en valeur fixé à :

- 75 000 € HT pour le lot n°1
- 50 000 € HT pour le lot n°2

Le titulaire s'engage pour le maximum.

## **2.2. - Durée du marché**

Le marché est passé pour la période à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025, ou de la date de réception de la notification si cette dernière est ultérieure, jusqu'au 30 septembre 2026.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 3 périodes de 12 mois, soit :

- du 1<sup>er</sup> octobre 2026 au 30 septembre 2027
- du 1<sup>er</sup> octobre 2027 au 30 septembre 2028
- du 1<sup>er</sup> octobre 2028 au 30 septembre 2029.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 2 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

## **2.3. - Délai d'exécution des prestations**

Les délais d'exécution sont fixés au CCTP propre à chaque lot.

# **ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes, notamment ses annexes financières,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021),
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

# **ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES**

## **4.1. - Identification des parties**

### **4.1.1. - Parties signataires**

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire représenté par sa Directrice Générale.

et

- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

#### **4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Centre Hospitalier Universitaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

#### **4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution**

Dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé au Centre Hospitalier Universitaire ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

#### **4.2. - Respect des clauses contractuelles**

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

#### **4.3. - Protection des données à caractère personnel**

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

## **ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION**

### **5.1. - Modalités d'exécution**

Selon le dispositif de l'hébergement temporaire non médicalisé tel qu'explicité à l'article II des CCTP respectifs des lots n°1 et n°2, le Centre Hospitalier Universitaire paie au prestataire un tarif par nuitée comprenant le coût de l'hébergement et de la restauration du patient et de son/ses accompagnant(s) le cas échéant.

Aucun supplément ne peut être demandé au patient par le prestataire dans le cadre de l'exécution de la prestation contractualisée entre le prestataire et le Centre Hospitalier Universitaire.

Les services de soins du Centre Hospitalier Universitaire réserveront directement auprès du prestataire via l'utilisation des documents et procédures internes. En aucun cas, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims ne prendra en charge les nuitées dont la réservation a été faite directement par un patient ou son/ses accompagnant(s).

### **5.2. - Délais et périodes d'exécution**

Les délais et périodes d'exécution sont ceux définis au CCTP.

### **5.3. - Transfert de risques**

Tous les risques afférents à l'accueil du public, l'hébergement et la restauration incombent au titulaire.

Les personnes hébergées ne sont pas placées sous la responsabilité du Centre Hospitalier Universitaire.

### **5.4. - Exécution aux frais et risques du titulaire**

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Centre Hospitalier Universitaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

## **ARTICLE VI - OPERATIONS DE VERIFICATION**

Le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le Centre Hospitalier Universitaire n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

A l'issue des opérations de vérification, le Centre Hospitalier Universitaire prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le délai imparti au Centre Hospitalier Universitaire pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision d'admission au titulaire est de **15 jours** à compter de l'exécution des prestations.

A défaut de décision dans ce délai de **15 jours**, l'admission est réputée acquise.

## **ARTICLE VII - ASSURANCE**

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel du Centre Hospitalier Universitaire, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, en cas de demande du Centre Hospitalier Universitaire, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

## **ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **8.1. - Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations y compris les frais de personnel (le salaire du personnel, ses congés-payés, les charges patronales...), de matériels et de consommables, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires

### **8.2. - Forme du prix**

Le marché est traité par application de prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

### **8.3. - Variation des prix**

#### **8.3.1. - Choix du type de variation des prix**

Les prix sont révisables.

#### **8.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation**

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix initiaux sont des prix nets.



### 8.3.3. - Périodicité de révision des prix

La révision des prix sera effectuée à chaque révision du tarif de remboursement national assuré par l'Assurance Maladie.

### 8.3.4. - Modalités de révision des prix

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués au Centre Hospitalier Universitaire, par mail aux adresses [jlitvine@chu-reims.fr](mailto:jlitvine@chu-reims.fr) et [csinot@chu-reims.fr](mailto:csinot@chu-reims.fr), dans le mois qui suit la révision du tarif de remboursement national assuré par l'Assurance Maladie. A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits.

### 8.4. - Clause de sauvegarde

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 5 % l'an, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 4 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de quatre mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 5 %.

### 8.5. - Clause de réexamen

En cas de changement des conditions de financement de l'activité, chaque partie est susceptible de solliciter un réexamen des conditions tarifaires.

## ARTICLE IX - REGLEMENT DES COMPTES

### 9.1. - Modalités de facturation



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le Centre Hospitalier Universitaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

## 9.2. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 jours comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date d'exécution si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'exécution, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification au Centre Hospitalier Universitaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

## 9.3. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

# ARTICLE X - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

## 10.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande et ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/FCS.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

## **10.2. - Retenue de garantie**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

## **ARTICLE XI - PENALITES**

L'ensemble des pénalités est cumulable.

### **11.1. - Pénalités en cas de retard dans la fourniture des informations nécessaires au remboursement par l'Assurance Maladie, des dépenses hôtelières engagées**

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG / FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG / FCS, cette pénalité est fixée à 80 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

### **11.2. - Pénalités en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations ou de défaut de qualité des prestations exécutées**

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations ou de défaut de qualité des prestations exécutées, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 40 € par manquement constaté ou défaut de qualité.

### **11.3. - Pénalités en cas de non-respect des engagements pris en matière de RSE en lien et dans le cadre du marché (non-utilisation de produits écolabellisés et/ou non mise en œuvre d'une politique d'insertion)**

Dans le cas où des manquements seraient constatés concernant les engagements pris en matière de RSE en lien avec l'objet du marché, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 40 € par manquement constaté.

## **ARTICLE XII - RESILIATION DU MARCHE**

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Toutefois, en cas de résiliation prise en application de l'article 8.4 (*application de la clause de sauvegarde*) du présent C.C.A.P :

- par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

- par dérogation à l'article 43 du CCAG/FCS, le décompte de résiliation comprend :

- 1) Au débit du titulaire :
  - a. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
  - b. La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le Centre Hospitalier Universitaire cède à l'amiable au titulaire ;
  - c. Le montant des pénalités.
- 2) Au crédit du titulaire :
  - d. La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
  - e. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande du Centre Hospitalier Universitaire telles que le stockage des fournitures.

### **ARTICLE XIII - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE**

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

**Monsieur le Directeur des Affaires Financières**  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE  
Hôpital Maison Blanche – 45 Rue Cognacq-Jay - 51092 REIMS CEDEX

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

### **ARTICLE XIV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article VI du présent CCAP déroge aux articles 27.3 et 30.1 du CCAG/FCS.

L'article VII du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG/FCS.

L'article 8.4 du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

L'article XI du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 du CCAG/FCS.

L'article XII du présent CCAP déroge aux articles 38, 42 et 43 du CCAG/FCS.

Reims, le 24 juillet 2025

Pour la Directrice Générale  
et par délégation,  
Le Directeur des Affaires Financières

Paul SAUVEPLANE